

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 3
- Votants : 3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MISE EN PLACE DE LA CARTE ACHAT**

Le 06 juillet 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 juin 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS**

- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Dans le but de favoriser l'autonomie des acteurs de proximité dans l'acte d'achat, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite mettre en place la carte achat en expérimentation dans les centres mixtes et le site de Tourville-la-Rivière.

La carte achat est un dispositif qui permet à des agents d'une collectivité de s'approvisionner directement auprès de fournisseurs identifiés, fluidifiant ainsi le traitement administratif amont (baisse du délai d'approvisionnement par l'affranchissement de la réalisation d'un bon de commande et sa validation...) à l'instar d'une carte de paiement d'un particulier.

Chaque fournisseur est réglé directement par l'établissement bancaire, ensuite recredité par le SDIS, via le comptable public, à l'appui des relevés d'opérations.

Ce dispositif encourage la responsabilisation des acteurs et l'accès au tissu économique local.

L'objectif n'est pas de créer des besoins nouveaux mais bien d'améliorer le quotidien des centres d'incendie et de secours (CIS) par un acte d'achat facilité, pour les menues réparations courantes par exemple.

### **Méthodologie et dimensionnement interne du dispositif :**

Le dimensionnement du dispositif proposé ressort d'un diagnostic interne conduit auprès des chefs de groupements territoriaux et chefs de centre :

- les porteurs de carte proposés sont les chefs de centre et leur adjoint. 40 à 50 cartes seront donc nécessaires au regard du périmètre choisi pour cette expérimentation. Les porteurs doivent nommément être désignés par arrêté du président du conseil d'administration,
- les types d'achats visés par le dispositif renvoient aux domaines de la quincaillerie, de l'alimentation et de la fleuristerie,
- le plafond annuel par carte serait fixé à 1 500 € TTC, avec un montant maximum par transaction de 100 € TTC.
- une liste des magasins de proximité a été établie pour chaque centre entrant dans le dispositif expérimental.

### **Fonctionnement et coût de produit proposé**

Plusieurs établissements bancaires ont été sollicités (BNP, CIC/CM, Société Générale et la Caisse d'Epargne).

Le seul établissement qui a réellement montré de l'intérêt à ce projet est la Caisse d'Epargne.

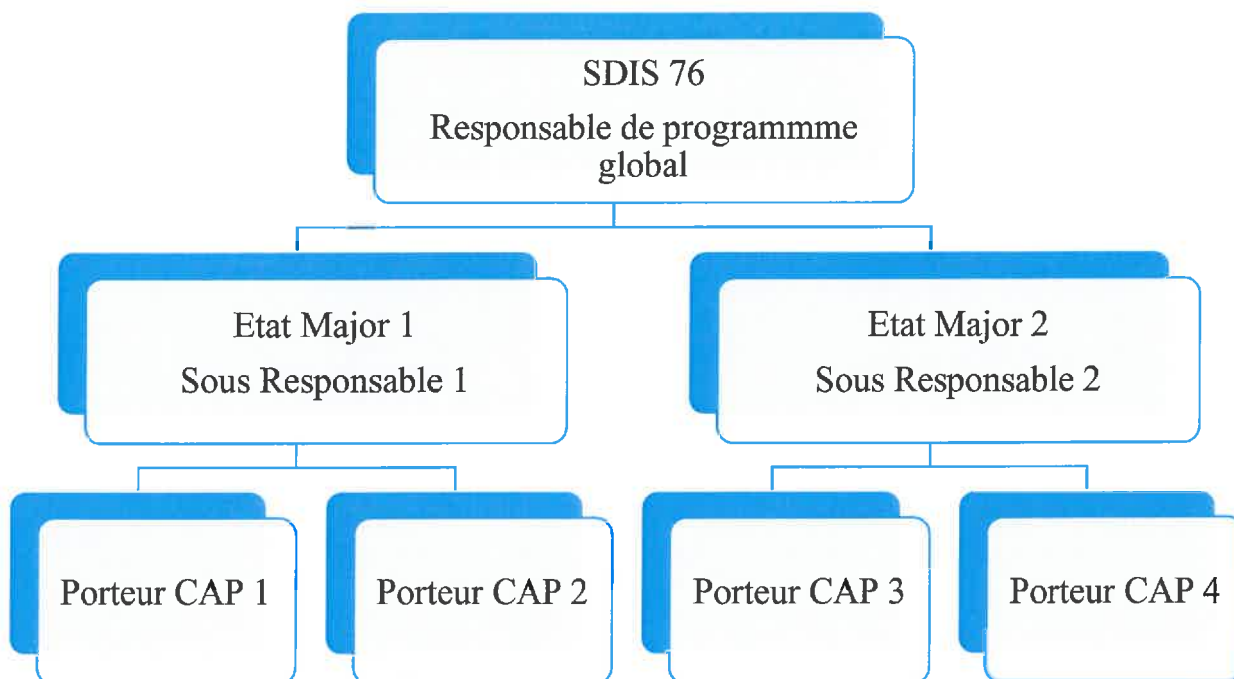
Une rencontre a eu lieu courant mai afin qu'il nous présente les modalités de fonctionnement de leur produit.

Le dispositif de la carte achat doit être administré par un responsable de programme (et son suppléant) chargé de référencer, via un outil informatique dédié, les fournisseurs et les porteurs de carte et de gérer les demandes et réception de cartes...

Comme les porteurs de carte, sa désignation s'opère par arrêté du Président. Le chef du service de la commande publique est proposé comme responsable de programme.

Le produit proposé par la Caisse d'Epargne permet une administration déconcentrée, en phase avec l'organisation interne du Service, assise sur les 3 groupements territoriaux. Chaque état-major de groupement pourra consulter les achats effectués par les porteurs de carte de son territoire et assurer le traitement des relevés d'opérations concernés le cas échéant.

Le schéma d'organisation serait le suivant :



Le coût du produit proposé par la Caisse d'Epargne se décline comme suit :

- Prix par carte :
  - 0 à 39 cartes : 25 €
  - + 39 cartes : 20 €
- Commission sur flux :
  - Commission fixe : 0,20 % du montant de l'achat
- Coût de portage :
  - Coût de portage offert sur ventes directes
  - Bien que non envisagées en interne, des opérations peuvent être effectuées en vente à distance. En ce cas, un coût de portage est appliqué (Eonia + 1,90%).
- Abonnement annuel à l'outil informatique de gestion :
  - 150 euros (offert)
- Exemple pour 1 carte sur 1 an pour 1 500 € TTC de dépenses :
  - Coût d'une carte : 20 €
  - Commission / achat : 3 €
  - Soit /an pour 40 cartes : 800 € de cotisations + 60 € de commission

Le projet de contrat proposé par la Caisse d'Epargne intègre donc cette grille tarifaire avec, compte tenu du dimensionnement interne envisagé, un montant maximum d'achat à l'échelle du Service fixé à 100 000€ sur un an ; durée du contrat proposé au terme duquel un bilan de l'expérimentation sera réalisé.

Le contrat laisse au Sdis, un délai de contestation en cas de transaction frauduleuse.

Proposition est faite de mettre en place ce dispositif à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016, accompagné d'un guide d'utilisation et de bonnes pratiques pour les différents intervenants.

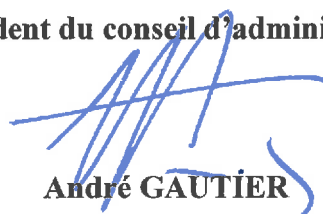
Il convient, pour ce faire, d'autoriser le président à signer le contrat ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**



André GAUTIER

